

016-211602917-20231113-CM_131123_02-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	20	26

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, M. Olivier BEINCHET, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

CREATION D'UN EMPLOI FONCTIONNEL DE DIRECTEUR ou DIRECTRICE GENERAL(E) DES SERVICES

Exposé :

« Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique susvisé, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de doter la Direction générale d'un emploi de direction qui aura pour mission de diriger, sous l'autorité du Maire, l'ensemble des services et d'en coordonner l'organisation, il convient de créer un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services,

Pour répondre à ce besoin, il propose la création d'un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, assimilé, compte tenu de la population de la Commune à un emploi de Directeur ou Directrice Général(e) des Services d'une commune de 2 000 à 10 000 habitants, à temps complet, à compter du 1^{er} décembre 2023.

Cet emploi pourra être pourvu :

- par un fonctionnaire titulaire relevant : du cadre d'emplois des attachés.

Il pourra bénéficier de la prime de responsabilité des emplois de direction prévue par le décret 88-631 du 6 mai 1988, au taux défini par le Maire et dans la limite du taux maximal de 15 %.

Il bénéficiera également de la NBI et du RIFSEEP.

Monsieur le maire propose au Conseil Municipal

- d'adopter ces propositions,
- de modifier en conséquence le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Monsieur le maire est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier.

016-211602917-20231113-CM_131123_02-DE
Délibéré: 17/11/2023

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L313-1,

Vu le décret 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié, portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux assimilés,

Vu le décret 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié, relatif à l'échelonnement indiciaire à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux assimilés,

Vu la déclaration de vacance d'emploi n°016231001207653, visée par la Préfecture le 16 octobre 2023 sous le n° 01620231016521,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- la création d'un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, assimilé, compte tenu de la population de la Commune à un emploi de Directeur ou Directrice Général(e) des Services d'une commune de 2 000 à 10 000 habitants, à temps complet, à compter du 1^{er} décembre 2023.

Cet emploi sera pourvu par un fonctionnaire titulaire relevant: du cadre d'emplois des attachés.

Il pourra bénéficier de la prime de responsabilité des emplois de direction prévue par le décret 88-631 du 6 mai 1988, au taux défini par le Maire et dans la limite du taux maximal de 15 %.

Il bénéficiera également de la NBI et du RIFSEEP.

- la modification en conséquence le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR TOUVRE le 16 novembre 2023.



Le Maire,

Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le 17/11/2023
Et publication ou notification
Du 17/11/2023
Le Maire

Jean-Luc VALANTIN



DÉPARTEMENT

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA CHARENTE

AN Prefecture

DE LA COMMUNE DE RUELLE SUR TOUVRE

016-211602917-20231113-CM_13112023_03-DE
Reçu le 17/11/2023*****
SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.**MODIFICATION du TABLEAU des EFFECTIFS – SUPPRESSIONS de POSTES****Exposé :**

Monsieur le maire explique à l'assemblée que suite à des départs à la retraite, mutations externes, avancement de grade suite à promotion interne, seize postes sont à supprimer.

Aussi, il présente les postes à supprimer :

Filière administrative catégorie A :

- 1 POSTE D'ATTACHÉ TERRITORIAL (CONTRACTUEL) – TEMPS COMPLET

Filière administrative catégorie B :

- 1 POSTE D'AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE CLASSE SUPERIEURE – TEMPS COMPLET

Filière technique catégorie C :

- 1 POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE – TEMPS NON COMPLET (25.50/35^{ème})
- 1 POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE – TEMPS NON COMPLET (31.50/35^{ème})
- 1 POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE – TEMPS NON COMPLET (29.00/35^{ème})
- 1 POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE – TEMPS NON COMPLET (32.75/35^{ème})
- 1 POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE – TEMPS NON COMPLET (30.25/35^{ème})
- 2 POSTES D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE – TEMPS COMPLET
- 1 POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE – TEMPS NON COMPLET (29.25/35^{ème})
- 2 POSTES D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1^{ère} CLASSE – TEMPS COMPLET
- 1 POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1^{ère} CLASSE – TEMPS NON COMPLET (29.25/35^{ème})

Filière médico-social catégorie C :

- 1 POSTE D'ATSEM PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE – TEMPS COMPLET
- 1 POSTE D'AGENT SOCIAL PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE – TEMPS COMPLET

• 1 POSTE D'AGENT SOCIAL PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE – TEMPS NON COMPLET (28,10/35^{ème})

Monsieur le maire propose à l'assemblée :

016-211602017-20231113-CM_13112023_03-DE
Reçu le 17/11/2023

De supprimer, à compter du 1^{er} décembre 2023 :

- ~~1 poste d'attaché territorial contractuel, à temps complet,~~
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure, à temps complet,
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (25,50/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (31,50/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (29/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (32,75/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (30,25/35^{ème}),
- 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, à temps non complet (29,25/35^{ème}),
- 2 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, à temps complet,
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, à temps non complet (29,25/35^{ème}),
- 1 poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe, à temps complet,
- 1 poste d'agent social principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- 1 poste d'agent social principal de 2^{ème} classe à temps non complet (28,10/35^{ème}),

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée notamment par la loi n°94-1134 du 27 décembre 1994 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le budget communal,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la délibération du Conseil municipal du 22 janvier 2018 déterminant les taux de promotion pour les avancements de grade,

Vu la convention de rupture conventionnelle d'l agent,

Vu l'arrêté mettant fin au détachement d'l agent,

Vu l'arrêté de radiation des effectifs de 6 agents pour départ à la retraite,

Vu l'arrêté de radiation des effectifs d'l agent pour départ à la retraite pour invalidité,

Vu les arrêtés de nomination de 6 agents pour avancement de grade,

Vu l'arrêté de nomination d'l agent pour modification de la durée hebdomadaire de travail, suite à une mobilité interne,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 26 septembre 2023 relatif à la suppression des postes préalablement mentionnés,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de supprimer les postes suivants à compter du 1^{er} décembre 2023 :

- 1 poste d'attaché territorial contractuel, à temps complet,
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure, à temps complet,
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (25,50/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (31,50/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (29/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (32,75/35^{ème}),
- 1 poste d'adjoint technique, à temps non complet (30,25/35^{ème}),
- 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, à temps non complet (29,25/35^{ème}),
- 2 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, à temps complet,

- 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, à temps non complet (29,25/35^{ème}),
- 1 poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe, à temps complet,
- 1 poste d'agent social principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- 1 poste d'agent social principal de 2^{ème} classe à temps non complet (28,10/35^{ème}),

016-211602917-20231113-CM_13112023_03-DE
Reçu le 17/11/2023

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le 17/11/2023
Et publication ou notification
Du 17/11/2023

Le Maire

Jean-Luc VALANTIN



AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_03-DE
Reçu le 17/11/2023

016-211602917-20231113-CM_13112023_04-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

AUTORISATION GENERALE ET PERMANENTE DE POURSUITES AU COMPTABLE PUBLIC

Exposé :

« Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire d'octroyer une autorisation générale et permanente de poursuites au Comptable public.

Le Maire demande à l'assemblée :

- d'octroyer une autorisation générale et permanente de poursuites au Comptable public de la Commune de RUELLE SUR TOUVRE, pour l'émission des actes de poursuites au-delà de la lettre de relance et de tous les actes de poursuites qui en découlent quelle que soit la nature de la créance.

- d'autoriser le Comptable public de la commune de RUELLE SUR TOUVRE à effectuer des saisies à tiers détenteur (CAF, employeur et bancaire) à partir de 15 euros.

Cette autorisation est valable pour toute la durée du mandat actuel. Elle pourra cependant être modifiée ou annulée à tout moment sur simple demande écrite.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 1617-24 relatif à l'autorisation préalable de poursuites pour le recouvrement des produits locaux ;

Vu l'instruction codificatrice n°11-022 MO du 16 décembre 2011 ;

Vu la demande du Comptable public de la Commune de RUELLE SUR TOUVRE, sollicitant une autorisation générale et permanente de poursuites.

Considérant que l'autorisation générale et permanente de poursuites n'a pas pour conséquence de priver la Collectivité de son pouvoir de surveillance en matière de poursuites, mais contribue à rendre celles-ci plus rapides donc plus efficaces ;

AR Prefecture
~~Considérant qu'une telle mesure participe à l'efficacité de l'action en recouvrement du~~
~~Comptable public et contribue à l'amélioration du recouvrement des produits de la~~
~~Collectivité,~~

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

– décide d'octroyer une autorisation générale et permanente de poursuites au Comptable public de la Commune de RUELLE SUR TOUVRE, pour l'émission des actes de poursuites au-delà de la lettre de relance et de tous les actes de poursuites qui en découlent quelle que soit la nature de la créance.

- autorise le Comptable public de la commune de RUELLE SUR TOUVRE à effectuer des saisies à tiers détenteur (CAF, employeur et bancaire) à partir de 15 euros.

Cette autorisation est valable pour toute la durée du mandat actuel. Elle pourra cependant être modifiée ou annulée à tout moment sur simple demande écrite.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le 11/11/2023
Et publication ou notification
Du 11/11/2023

Le Maire



Jean-Luc VALANTIN

016-211602917-20231113-CM_13112023_05-DE
Reçu le 17/11/2023*****
SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUCE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

DECISION MODIFICATIVE N° 03/2023 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Exposé :

« Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire de modifier le budget 2023 par décision modificative afin de pouvoir procéder aux écritures suivantes :

1 - Inscription de crédits au Chapitre 011 sur les articles 60623/Alimentation, 60631/Produits d'entretien, 6064/Fournitures administratives, 61551/Entretien des véhicules liés aux dépenses générées par l'évolution des prix ;

2 - Inscription de crédits à l'article 6226/Honoraires liés à la gestion de dossiers juridiques supplémentaires et à la souscription d'un abonnement d'aide à la décision et de conseil juridique à partir du 1^{er} octobre 2023 ;

3 - Inscription de crédits à l'article 62876/Rbst de frais au GFP Groupement de communes à Fiscalité Propre liés à l'omission d'inscription au budget des prévisions des dépenses pour le CEP Conseil en Energie Partagé, l'ORT Opération de Revitalisation du Territoire et le nettoyage de la balayeuse ;

4 - Inscription de crédits à l'article 6288/Autres services extérieurs liés à la souscription d'un contrat d'un Ambassadeur des Jeux, non prévu au moment de l'élaboration du budget ;

5 - Inscription de crédits au Chapitre 012 sur différents articles concernant les charges du personnel, liés à l'évolution du point d'indice, à l'application du GIPA Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat et à la participation employeur à la formation professionnelle continue non prévus au budget ;

6 - Inscription de crédits à l'article 66111/Intérêts pour le règlement des échéances des intérêts concernant le nouveau prêt de 900 000 € signé le 12 juin 2023 ;

7 - Virement de crédits du chapitre 022/Dépenses imprévues,

8 - Inscription de recettes sur l'article 6419/Rbst sur rémunération du personnel liées au traitement de dossiers d'agents concernant le contrat d'assurance du personnel.

Monsieur le Maire propose alors à l'assemblée la décision modificative suivante :

016-211602917-20231113-CM_13112023		SECTION DE FONCTIONNEMENT		
Recu le 17/11/2023		Crédits votés au Budget 2023	Propositions du Maire	TOTAL des crédits (après DM)
DEPENSES				
60029-0 : Alimentation		20 100,00	1 100,00	21 200,00
1	60631-0 : Produits d'entretien	25 000,00	2 300,00	27 300,00
	6064-0 : Fournitures administratives	5 000,00	1 600,00	6 600,00
	61551-8 : Entretien de véhicules	35 000,00	5 000,00	40 000,00
2	6226-0 : Honoraires	14 000,00	7 500,00	21 500,00
3	62876-0 : Rbst de frais au GFP	30 000,00	13 000,00	43 000,00
4	6288-0 : Autres services extérieurs	8 300,00	3 500,00	11 800,00
5	6332-0 : Cotisation FNAL	4 675,00	800,00	5 475,00
	6333-0 : Part° à la formation professionnelle	0,00	4 500,00	4 500,00
	6336-0 : Cotisation CNFPT	17 210,00	1 150,00	18 360,00
	6338-0 : Autres impôts et taxes	2 930,00	380,00	3 310,00
	64112-0 : NBI, SFT,...	18 930,00	7 300,00	26 230,00
	64131-0 : Rémunérations non titulaires	231 000,00	30 770,00	261 770,00
	6451-0 : Cot° URSSAF	176 490,00	20 000,00	196 490,00
	6475-0 : Médecine du travail	8 800,00	100,00	8 900,00
6	66111-0 : Intérêts réglés à l'échéance	131 089,93	500,00	131 589,93
7	022-0 : Dépenses imprévues	150 000,00	-43 500,00	106 500,00
TOTAL SECTION		9 578 000,00	56 000,00	9 634 000,00
RECETTES				
8	6419-0 : Rbst sur rémunération du personnel	98 000,00	56 000,00	154 000,00
TOTAL SECTION		9 578 000,00	56 000,00	9 634 000,00

GFP : Groupement de communes à Fiscalité Propre

FNAL : Fond National d'Aide au Logement

CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale

NBI : Nouvelle bonification indiciaire

SFT : Supplément familial de traitement

Il demande à l'assemblée de se prononcer.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 03/2023 – Budget Principal de la Commune.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



[Signature]
Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en Préfecture

Le 17/11/2023

Et publication ou notification

Du 17/11/2023

L. Maire,

[Signature]
Jean-Luc VALANTIN



016-211602917-20231113-CM_13112023_06-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

MISE EN PLACE DU REFERENTIEL M57 ET DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

Exposé :

« Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire de mettre en place le référentiel M57 et la mise en œuvre du Compte Financier Unique.

La nomenclature budgétaire et comptable M57 va devenir le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1^{er} janvier 2024. Il est proposé d'acter le passage à cette nouvelle nomenclature au 1^{er} janvier 2024 ainsi que la mise en œuvre du Compte Financier Unique.

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la Ville : son budget principal et son budget annexe (Maine Gagnaud).

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1^{er} janvier 2024. Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire.

REFERENTIEL M57 :

A ce titre, l'adoption de ce nouveau référentiel comptable, en lieu et place de la M14, donne lieu :

AR Prefecture
En matière budgétaire à M_13112023_06-DE
Reçu le 17/11/2023

L'adoption d'un RBF Règlement Budgétaire et Financier pour la durée du mandat. Celui-ci fixe les principales règles et procédures auxquelles la collectivité se conforme et les faire connaître avec exactitude pour créer un référentiel commun (rattachement des charges et produits, amortissements, subventions versées, règles en matière de gestions pluriannuelles des Autorisations de Programme/Crédits de Paiement),

- L'utilisation des outils de gestion pluriannuelle des crédits (Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement),

- Le recours au procédé de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

■ En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues :

- Possibilité de voter des Autorisations de Programme de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

■ En matière comptable :

- La commune décide de procéder à l'amortissement au prorata temporis de toutes ces immobilisations.

COMPTE FINANCIER UNIQUE :

Parallèlement, l'article 242 de la loi de finances 2019 a ouvert l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) pour les collectivités territoriales et leurs groupements. Le CFU a vocation à devenir à partir de 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens. Le CFU sera un document comptable conjoint et se substituera au compte administratif et au compte de gestion, et constituera un document de synthèse, reprenant les informations essentielles figurant soit dans le compte administratif, soit dans le compte de gestion. Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

- Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- Améliorer la qualité des comptes,
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable publics sans remettre en cause leurs prérogatives respectives,

La mise en œuvre du CFU requiert la signature d'une convention avec l'Etat qui sera transmise ultérieurement si l'assemblée approuve cette candidature. Cette convention a pour objet de préciser les conditions de mise en place du Compte Financier Unique et de son suivi.

La Commune se portera candidate à l'expérimentation en 2024 pour une mise en place début 2025 (lors de la production des comptes 2024).

Le comptable assignataire a donné son accord le 23 juin 2023 pour l'application du référentiel M57 au 1^{er} janvier 2024.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de se prononcer sur le passage de la commune à la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2024 dans les conditions évoquées ci-dessus ainsi qu'à la mise en œuvre du Compte Financier Unique en 2025.

AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_06-DE
Reçu le 17/11/2023

DE LA CHARTE

Mairie de la Commune de Ruelle sur Touvre

DE LA COMMUNE DE RUELLE SUR TOUVRE

016-211602917-20231113-CM_13112023_07-DE
Reçu le 17/11/2023*****
SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE

Exposé :

« Monsieur le Maire indique que dans le cadre de la mise en place du budget annexe du Plantier du Maine-Gagnaud et afin de financer les travaux de viabilisation à réaliser dans l'attente des recettes liées aux ventes de terrain, la commune a contracté par décision N°02EMP/2019 en date du 18/12/2019, un prêt relai auprès de la Caisse d'Epargne pour un montant total de 886 880 €, pour une durée initiale de deux ans.

Compte tenu de la crise sanitaire puis du rejet du permis de construire porté par l'acquéreur des terrains, un avenant au contrat de prêt, prolongeant la durée initiale d'un an, a été mis en place par décision N°04EMP/2021 en date du 31/08/2021, prolongeant la durée jusqu'au 05/01/2023.

Afin de permettre le remboursement du prêt relai, il a été contracté auprès de la Caisse d'Epargne, une ligne de trésorerie à hauteur de 886 880 €, par délibération du 12/12/2022, valable jusqu'au 27/12/2023.

Les 2 ventes des terrains ayant pris du retard, décalée à fin 2023 pour une partie à hauteur de 150 000 € et le reste soit 1,4M€ en 2024, il est proposé de contracter une nouvelle ligne de trésorerie de 737 000 €, déduction faite de la 1^{ère} vente.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'approuver le principe d'ouverture d'une nouvelle ligne de trésorerie d'un montant de 737 000 €.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14/09/2020 portant délégation d'attribution à Monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la réalisation des

emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au II de l'article L. 1618-2 et au « a » de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

016-211602917-20231113-CM_13112023_07-DE

Reçu le 17/11/2023

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le principe d'ouverture d'une nouvelle ligne de trésorerie d'un montant de 727 000 €.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,

Mairie de RUELLE SUR TOUVRE le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en Préfecture

Le 17/11/2023

Et publication ou notification

Du 17/11/2023

Le Maire

Jean-Luc VALANTIN



016-211602917-20231113-CM_13112023_09-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

CREATION DE ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Exposé :

« Monsieur le Maire indique que la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

En particulier, son article 15 permet aux communes de définir, après concertation avec leurs administrés, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter (zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, ainsi que de leurs ouvrages connexes).

Ces zones d'accélération (ZAENR) peuvent concerner toutes les énergies renouvelables. Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la nécessaire diversification des ENR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'ENR déjà installée. (L141-5-3 du code de l'énergie)

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. Les porteurs de projets seront, quoiqu'il en soit, incités à se diriger vers ces ZAENR qui témoignent d'une volonté politique et d'une adhésion locale.

Il est précisé que :

- Pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas.
- L'enjeu est que ces zones soient suffisamment grandes pour atteindre les objectifs énergétiques fixés aux différents niveaux dont le niveau régional. Cela sera évalué par le Comité régional de l'Energie.
- Les communes identifient les ZAENR par délibération du conseil municipal, après concertation du public selon les modalités qu'elles déterminent librement.

Compte tenu de ces éléments, il est exposé que :

- Les éléments nécessaires à la compréhension des propositions de ZAENR ont été mis à disposition du public selon les modalités suivantes : registre, réunion publique et consultation électronique.

- Le bilan de la concertation est synthétisé dans l'annexe à la présente décision.
- L'identification des ZAENR a été effectuée après avis des gestionnaires des aires protégées. Aucune remarque n'a été émise de la part des gestionnaires concernant les zones Natura 2000 et ZNIEFF de la commune.

AR Prefecture

Après la concertation, la totalité du territoire communal est déclarée propice pour les ZAENR dans les cas suivants : 1/2023

Pour le solaire photovoltaïque sur bâtiment

- Pour le solaire photovoltaïque au sol
- Pour le solaire thermique
- Pour le bois énergie
- Pour la géothermie

Aussi, Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- D'émettre un avis favorable aux ZAENR proposées ci-dessus,
- D'identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que leurs ouvrages connexes, sur les cartes annexées à la présente décision,
- De charger l'EPCI de Grand Angoulême de transmettre les zones identifiées au référent préfectoral.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, (1 abstention M. Daigre) :

- Emet un avis favorable aux ZAENR proposées ci-dessus,
- Décide d'identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que leurs ouvrages connexes, sur les cartes annexées à la présente décision,
- Décide de charger l'EPCI de Grand Angoulême de transmettre les zones identifiées au référent préfectoral.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.



Le Maire,

[Signature]
Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en Préfecture

Le 12/11/2023

Et publication ou notification

Du 12/11/2023

Le Maire,

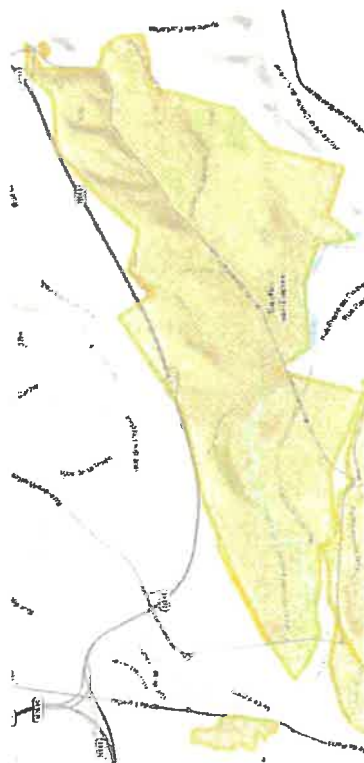
[Signature]
Jean-Luc VALANTIN



ANNEXES

IDENTIFICATION DES ZONES D'ACCELERATION POUR L'IMPLANTATION D'INSTALLATIONS TERRESTRES DE PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

1) Photovoltaïque au sol



2) Photovoltaïque sur toiture



3) Géothermie



4) Bois énergie



AR Prefecture
016-211602917-20231118-CM_13112023_09-DE
Reçu le 17/11/2023

AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_09-DE
Reçu le 17/11/2023

AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_09-DE
Reçu le 17/11/2023

5) Solaire thermique



ZONE D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Bilan de la concertation

I. Concertation

La réunion publique relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables a eu lieu le mardi 10 octobre de 18h30 à 20h au théâtre Jean Ferrat, Place du Champs de Mars à Ruelle sur Touvre. Elle a permis de concerter les habitants de la commune concernant les « zones d'accélération » favorables à l'accueil de projets d'énergies renouvelables. Une trentaine de personnes étaient présentes lors de cet événement et il n'y a eu aucune remarque apportée à la proposition de zonage.

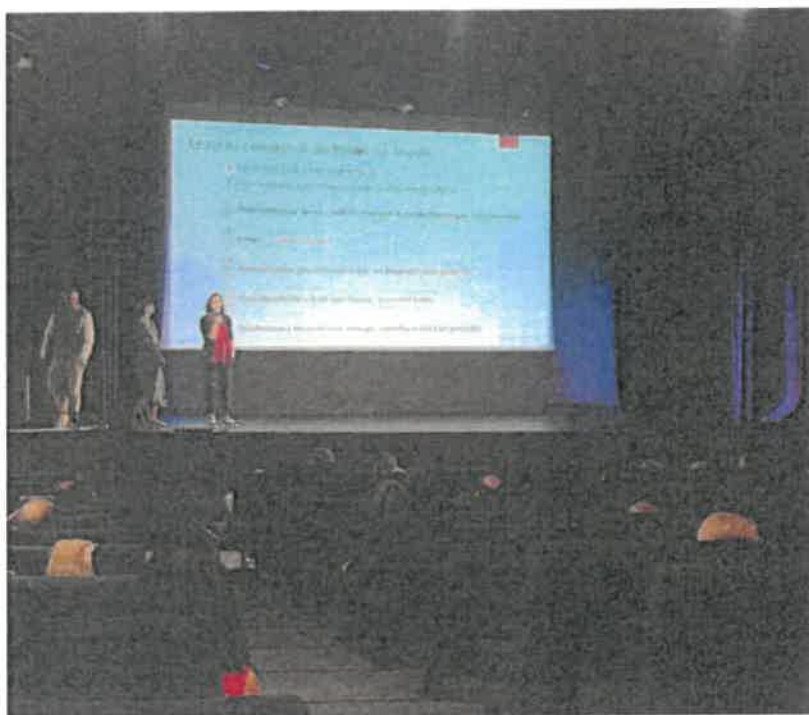


Photo : Réunion publique concertation ZA ENR 10/10/2023 Ruelle sur Touvre

II. Registre

Du 12/10/2023 au 13/11/2023 a été mis en place un registre consultable en mairie afin de recenser les remarques particulières des habitants.

Un avis a été émis le 26/10/2023 par Eric Denaison. Celui-ci indique : « *Pourquoi ne pas avoir exploité des bases de données géographiques simples pour exclure au sens de cette loi : les zones urbanisées, les zones type Natura 2000, les ZNIEFF et les trames vertes et bleues.* »

AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_09-DE
Reçu le 17/11/2023

016-211602917-20231113-CM_13112023_10-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

DISPENSE DE PURGE DANS LE CADRE DE PASSATION D'ACTES AUTHENTIQUES

Exposé :

« Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire dans le cadre des acquisitions foncières réalisées par la commune et conclues par actes administratifs et notariés, de limiter les frais et les charges qui incombent aux propriétaires vendeurs et qui risquent de bloquer le bon déroulement des procédures.

L'objet de cette délibération est de valider le fait, que la commune procède à des acquisitions foncières par actes administratifs et notariés, sans l'accomplissement des formalités de purge.

Monsieur le Maire précise que l'article 2241-7 du code générale des collectivités territoriales fait état que le prix des acquisitions immobilières faites à l'amiable suivant les règles du droit civil ou après exercice du droit de préemption pour le compte des communes et de leurs établissements publics peut être payé au vendeur, après publication de l'acte au fichier immobilier, sans l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques inscrites lorsqu'il n'excède pas un montant fixé par arrêté du ministre chargé du domaine et du ministre de l'intérieur.

De plus, Monsieur le Maire informe que dans l'annexe I du Code Général des Collectivités Territoriales, l'article Rubrique 5 relatif aux opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce : Cas de l'immeuble qui est grevé de charges, Dispense d'accomplissement des formalités de purge : Décision de l'organe délibérant renonçant à la purge des droits réels immobiliers lorsqu'ils n'excèdent pas 7 700€ accompagné d'un Etat-réponse présentant des inscriptions encore valides délivré, daté, signé et certifié par le responsable du service de la publicité foncière dont l'échéance de la période de certification s'étend jusqu'à la plus lointaine des échéances suivantes : la publication de l'acte translatif de propriété, ou deux mois à compter de la date de l'acte d'acquisition de l'immeuble par le vendeur.

Monsieur le maire propose à l'assemblée :

- de valider le principe de la nécessité de limiter les frais pour le vendeur afin d'assurer à la commune l'aboutissement de ses acquisitions,

016-211602917-20231113-CM 13112023 10-DE
Reçu le 17/11/2023

~~D'autoriser le Maire à payer le prix des acquisitions aux vendeurs, dans un délai de deux mois à compter de la date de l'acte d'acquisition de l'immeuble par la collectivité et au vu d'un état-réponse présentant des inscriptions encore valides délivré, daté, signé et certifié par le responsable du service de la publicité foncière dont l'échéance de la période de certification s'étend jusqu'à deux mois à compter de la date de l'acte d'acquisition de l'immeuble par la collectivité, sans l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques inscrits, lorsqu'il n'excède pas 7 700 € pour l'ensemble de l'immeuble acquis.~~

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, :

Monsieur le maire propose à l'assemblée :

- valide le principe de la nécessité de limiter les frais pour le vendeur afin d'assurer à la commune l'aboutissement de ses acquisitions,
- autorise le Maire à payer le prix des acquisitions aux vendeurs, dans un délai de deux mois à compter de la date de l'acte d'acquisition de l'immeuble par la collectivité et au vu d'un état-réponse présentant des inscriptions encore valides délivré, daté, signé et certifié par le responsable du service de la publicité foncière dont l'échéance de la période de certification s'étend jusqu'à deux mois à compter de la date de l'acte d'acquisition de l'immeuble par la collectivité, sans l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques inscrits, lorsqu'il n'excède pas 7 700 € pour l'ensemble de l'immeuble acquis.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR OUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le 12/11/2023
Et publication ou notification
Du 12/11/2023

Le Maire,

Jean-Luc VALANTIN



Code général des collectivités territoriales

Article Rubrique 5

Version en vigueur depuis le 09 avril 2022

Annexes (Articles Sommaire à Annexe 7)
Annexes (Articles Sommaire à Rubrique 7)

Article Rubrique 5

Rubrique 5 - Opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce.

S1. Acquisitions amiables d'immeubles à titre onéreux

S11. Sous forme de vente simple

S111. Indemnité d'immobilisation

S112. Indemnité d'immobilisation

S113. Indemnité d'immobilisation

S114. Indemnité d'immobilisation

S115. Indemnité d'immobilisation

S116. Indemnité d'immobilisation

S117. Indemnité d'immobilisation

S118. Indemnité d'immobilisation

S119. Indemnité d'immobilisation

S120. Indemnité d'immobilisation

S121. Indemnité d'immobilisation

S122. Indemnité d'immobilisation

S123. Indemnité d'immobilisation

S124. Indemnité d'immobilisation

S125. Indemnité d'immobilisation

S126. Indemnité d'immobilisation

S127. Indemnité d'immobilisation

S128. Indemnité d'immobilisation

S129. Indemnité d'immobilisation

S130. Indemnité d'immobilisation

S131. Indemnité d'immobilisation

S132. Indemnité d'immobilisation

S133. Indemnité d'immobilisation

S134. Indemnité d'immobilisation

S135. Indemnité d'immobilisation

S136. Indemnité d'immobilisation

S137. Indemnité d'immobilisation

S138. Indemnité d'immobilisation

S139. Indemnité d'immobilisation

S140. Indemnité d'immobilisation

S141. Indemnité d'immobilisation

S142. Indemnité d'immobilisation

S143. Indemnité d'immobilisation

S144. Indemnité d'immobilisation

S145. Indemnité d'immobilisation

S146. Indemnité d'immobilisation

S147. Indemnité d'immobilisation

S148. Indemnité d'immobilisation

S149. Indemnité d'immobilisation

S150. Indemnité d'immobilisation

S151. Indemnité d'immobilisation

S152. Indemnité d'immobilisation

S153. Indemnité d'immobilisation

S154. Indemnité d'immobilisation

S155. Indemnité d'immobilisation

S156. Indemnité d'immobilisation

S157. Indemnité d'immobilisation

S158. Indemnité d'immobilisation

S159. Indemnité d'immobilisation

S160. Indemnité d'immobilisation

S161. Indemnité d'immobilisation

S162. Indemnité d'immobilisation

S163. Indemnité d'immobilisation

Version en vigueur depuis le 09 avril 2022

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

Modifié par décret n°2022-503 du 13 mars 2022 - art.

(4) Toutes les justifications visées à l'article 5112-1 sont produites en original. Toutefois, lorsque ces pièces ont été déposées au rang des refusés d'un notaire, il peut être suppléé par original par production d'une expédition de l'acte de dépôt et des copies délivrées en extemo par l'officier ministériel.

(5) Les documents ne sont produits qu'après avoir été soumis par le vendeur à la vérification de l'officier ministériel. Lorsque ces documents ne sont pas produits, la responsabilité du vendeur est engagée par le fait d'avoir pu se faire délivrer par l'officier ministériel un acte de dépôt et des copies délivrées en extemo par l'officier ministériel.

(6) Cette décision relève du directeur pour les établissements publics de santé et de l'organe délibérant dans les autres cas.

5112L. L'acte est en instance de publication au fichier immobilier

1. Pices prévues aux 1, 3 et 4 de la rubrique 5112L.

2. Expédition du titre de propriété prédisant les modalités de règlement et spécifiant la destination du paiement.

3. Etat des lieux attestant l'absence d'inscription (2) délivré, daté, signé et certifié (3) par le responsable du service de la publicité foncière dont le contrat de vente est l'objet d'une notification de la publicité foncière et dont l'échéance de la période de certification est postérieure à la plus lointaine des échéances suivantes :

- au délai d'un mois de la date du dépôt de l'acte (7) :

ou

- au délai de deux mois de la date de l'acte d'acquisition de l'immeuble par le vendeur.

(7) La couverture de ce dernier délai par l'état des lieux n'est pas exigée lorsque l'ordonnateur atteste que l'acte n'a pas fait l'objet d'une notification de la publicité foncière et que l'acte de vente est l'objet d'une notification de la publicité foncière dans le délai d'un mois suivant le dépôt de l'acte.

5113. Acquisition par acte notarié

1. Pices prévues aux 1, 3 et 4 de la rubrique 5112L.

2. Copies authentiques (6) du titre de propriété prédisant que le paiement sera effectué dans la comptabilité du notaire par mandat administratif.

3. Certificat du notaire par lequel il atteste sous sa responsabilité qu'il n'a pas, à sa connaissance, de vente ou promesse de vente antérieure.

(6) Il peut être suppléé à la production de l'original de la copie authentique par une photocopie de cette copie authentique ou par une simple photocopie de la minute de l'acte de vente.

512. Sous forme de vente en l'état futur d'achèvement

512L. Délai de garantie

1. Délégation autorisant la signature du contrat préliminaire.

2. Contrat préliminaire mentionnant le montant du dépôt de garantie et les modalités de sa détermination, la date à laquelle le contrat de vente est conclu, le prix de vente et, le cas échéant, les modalités de révision.

512L. Prix de vente

512L1. Le paiement est réalisé entre les mains du vendeur

512L11. Premier paiement

1. Le contrat substantif de vente en l'état futur d'achèvement relève de la mention de publication au fichier immobilier prédisant le prix (6), ses modalités de paiement et de révision éventuelle.

2. Pices prévues à la rubrique 5112L sauf pices n° 2 de la rubrique 512L1.

512L12. Paiement ultérieurs

Décompte en principal et intérêts.

512L2. Le paiement est réalisé entre les mains d'un notaire

512L21. Premier paiement

1. Le contrat substantif de vente en l'état futur d'achèvement prédisant le prix, ses modalités de paiement et de révision éventuelle et prédisant que le paiement est effectué dans la comptabilité du notaire par mandat administratif.

2. Pices prévues à la rubrique 5113 sauf pice n° 2.

512L22. Paiement ultérieurs

Décompte en principal et intérêts.

513. Sous forme de vente en l'état

513L. Premier paiement

513L1. Premier paiement

513L2. Premier paiement

513L3. Premier paiement

513L4. Premier paiement

513L5. Premier paiement

513L6. Premier paiement

513L7. Premier paiement

513L8. Premier paiement

513L9. Premier paiement

513L10. Premier paiement

513L11. Premier paiement

513L12. Premier paiement

513L13. Premier paiement

513L14. Premier paiement

513L15. Premier paiement

513L16. Premier paiement

513L17. Premier paiement

513L18. Premier paiement

513L19. Premier paiement

513L20. Premier paiement

513L21. Premier paiement

513L22. Premier paiement

513L23. Premier paiement

5321. Ventes volontaires

53211. Le prix a été fixé à l'amiable

532111. Transfert de propriété réitéré par acte authentique

1. Cote de la proposition d'acquiescer (32) ou de la déclaration d'intention d'aliéner (31).

2. Décision d'acquiescer (31) ou décision portant exercice du droit de préemption (33).

3. Selon le cas, pièces prévues à la rubrique 511, sauf pièces 1 de la rubrique 511211.

ou

Appel de fonds signé du rédacteur de l'acte visant l'opération en cause.

(32) Acquisition sur proposition directe du propriétaire au titulaire du droit de préemption.

(33) Acquisition (ou d'une aliénation volontaire).

532112. Transfert de propriété non réitéré par acte authentique

1. Décision de consignation motivée par le refus du vendeur de réitérer la vente.

2. Pièces 1 et 2 visées à la rubrique 532111.

53212. Le prix a été fixé par le juge

532121. Consignation consécutive à la saisine du juge de l'expropriation

1. Décision de consignation.

2. Acte par lequel la juridiction a été saisie.

3. Evaluation établie par l'autorité compétente de l'Etat.

532122. Le jugement est définitif ou l'arrêt d'appel est intervenu (34)

(34) En l'absence d'appel interjeté dans un délai d'un mois de sa signification, le jugement est définitif. Un arrêt d'appel est définitif au sens de l'article L. 212-3 du code de l'urbanisme sans qu'il y ait lieu de prendre en considération le pourvoi en cassation.

5321221. Pièces générales

a) Le jugement est définitif.

1. Copie ou expédition du jugement (tant le prix et mentionnant la date de signification à la partie l'indésirée, à moins que celle-ci n'ait acquiescé à l'arrêt avant sa signification.

2. Selon le cas : certificat de non-appel contre le jugement (tant le prix, délivré par le greffe à l'expiration du délai d'un mois à dater de la signification du jugement ou copie de l'acte d'acquiescement à l'arrêt rendu.

b) L'arrêt d'appel est intervenu.

Copie ou expédition de l'arrêt (tant le prix.

5321222. Pièces particulières

a) Le transfert de propriété a été défini par acte authentique.

Pièces visées à la rubrique 532111.

b) Le transfert de propriété n'a pas été défini par acte authentique sans que les parties aient renoncé à la mutation (35).

1. Pièces 1 et 2 prévues à la rubrique 532111.

2. Certificat de l'autorité investie du pouvoir électoral prédisant l'absence de renonciation du propriétaire à la mutation dans le délai de deux mois de la décision judiciaire n'ait devenue définitive.

3. Décision de consignation.

5321231. Le jugement n'est pas définitif

1. Pièces 1 et 2 visées à la rubrique 532111.

2. Copie ou expédition du jugement (tant l'indemnité.

3. Acte par lequel la chambre de l'expropriation de la cour d'appel a été saisie.

4. Décision de consignation.

53213. Honoraires de négociation

1. Mention des honoraires portés dans la déclaration d'intention d'aliéner.

2. Note d'honoraires du mandataire du vendeur ou mention de ces honoraires dans l'acte authentique.

5322. Ventes réalisées sous forme d'adjudication

53221. Pièce générale

Décision de se soumettre à l'adjudication.

53222. Pièces particulières

532221. Frais de poursuite, émoluments et déboursés

1. Set de tels rend par le juge à l'appel par l'avocat poursuivant.

2. Facture.

532221. Prix d'adjudication

Titre d'adjudication (36) publié.

(36) Le titre d'adjudication est délivré par le greffier, il consiste dans l'expédition du cahier des charges (à s'il qu'il a été maintenu ou modifié, et du règlement de participation, non compris les offres de simple formalité, jugement ou pièce de procédure et la décision de se soumettre à l'adjudication).

54. Opérations conférant le droit de jouir d'un immeuble

541. Opérations de louage de choses

5411. Dépenses effectuées en qualité de preneur à bail

54111. Loyer d'un bail

541111. Premier paiement

a) En cas de bail écrit.

1. Le cas échéant, décision approuvant la conclusion du bail.

2. Bail.

b) En cas de bail verbal.

Décision rétroactive de location, précisant l'identité du bailleur et les conditions de la location.

54112. Paiements ultérieurs (37)

1. Avis d'échéance, facture ou décompte.

2. En cas de révision du montant du loyer, décompte de révision.

3. En cas de modification des clauses du contrat, avisant ou si la modification résulte d'une modification législative qui s'impose aux parties, de ce que le bailleur a accepté de modifier.

4. En cas de changement de bailleur, acte établissant la qualité et les droits du nouveau bailleur.

(37) Le mandement doit porter référence au mandement à l'appui duquel a été jointe la copie du contrat.

54132. Charges locatives

Décompte des charges établi par le bailleur.

541321. Dépenses effectuées en qualité de bailleur

5413211. Remboursement de dépôt de garantie

1. Copie du contrat de bail.

2. Etat liquidatif.

541322. Indemnité d'occupation d'un bail commercial

5413221. Paiement par l'entrepreneur d'un tiers séquestre

1. Convention de réhabilitation.

2. Déclaration autorisant la signature de la convention de réhabilitation.

3. Le cas échéant, convention constituant séquestre (38).

(38) Cette convention de séquestre est nécessaire si la convention de réhabilitation ne contient pas de clause en ce sens.

5413222. Paiement sans l'entremise d'un tiers séquestre.

54132221. Paiement au preneur à bail évincé en l'absence de créanciers inscrits

1. Convention de réhabilitation.

2. Déclaration autorisant la signature de la convention de réhabilitation.

3. Etat des inscriptions prises (39) régulier ou ne comporte pas de créanciers inscrits.

(39) Cet état est délivré par le greffier du tribunal de commerce et sa période de certification doit porter effet jusqu'à la date de la convention de réhabilitation.

54132222. Paiement (40) au preneur évincé en présence de créanciers inscrits

1. Attestation de l'exécution précisant la date de chaque notification faite aux créanciers inscrits.

2. Etat des inscriptions prises (39) ne comporte pas de créanciers inscrits disposant d'un droit de préférence.

(40) Le paiement ne peut être réalisé qu'un mois après la dernière notification faite aux créanciers inscrits.

54132223. Consignation de l'indemnité d'éviction

1. Décision de consignation.

2. Etat des inscriptions prises (39) (si mention de créanciers inscrits disposant d'un droit de préférence.

542. Occupation du domaine public

5421. Redevances d'occupation du domaine public

Décision ou contrat fixant le régime de l'occupation et le montant de la redevance.

- 55. Opérations portant sur les fonds de commerce
- 551. Acquisition des terrains d'assiette d'activités commerciales par exercice du droit de préemption
 - 1. Décision portant exercice du droit de préemption.
 - 2. Pôles prévus à la sous-rubrique 511. - "Acquisitions amiables d'immeubles à titre onéreux - Sous forme de vente simple" sauf pôle n°1 de la sous-rubrique 5121L.
 - 552. Acquisition d'un fonds de commerce à l'amiable ou par voie de préemption
 - 5521. Paiement du prix au cédant sans intervention d'un intermédiaire
 - 1. Décision de l'assemblée délibérante décidant de se porter acquéreur du fonds de commerce ou décision portant exercice du droit de préemption.
 - 2. Acte de cession du fonds de commerce.
 - 3. Copie de la publication de la vente au Journal d'annonces légales et au BODACC, relatant la mention d'enregistrement.
 - 4. Certificat de l'ordonnateur attestant qu'aucune opposition au paiement n'y est faite entre ses mains.
 - 5. Copie de la déclaration de la cession totale ou partielle de l'entité prise, prévue à l'article 201 du code général des impôts.
 - 6. Etat régali des inscriptions prises sur le fonds de commerce dont la période de certification porte effet au moins 15 jours (41) après la précédente vente (42).
 - 7. Le cas échéant, mainlevée.
 - (41) Ce délai de 15 jours correspond au délai de quinzaine d'inscription du pignage du vendeur par le préfet du département.
 - (42) Un état où figurent des inscriptions doit être reporté comme régali dès lors qu'a été obtenu la radiation des inscriptions prises.
 - 5522. Paiement du prix au cédant avec l'intervention d'un intermédiaire
 - 1. Décision de l'assemblée délibérante décidant de se porter acquéreur du fonds de commerce ou décision portant exercice du droit de préemption.
 - 2. Acte de cession du fonds de commerce constituant l'acquisition.
 - 3. Le cas échéant, mémoires de l'insinuation.
 - 553. Acquisition totale d'un bail commercial
 - 1. Décision de l'assemblée délibérante décidant l'acquisition du bail commercial ou décision portant exercice du droit de préemption.
 - 2. Contrat de cession de bail.
 - 56. Charges de copropriété
 - 561. Premier paiement
 - 1. Règlement de copropriété fixant la répartition des charges entre les copropriétaires.
 - 2. Décision de l'assemblée générale des copropriétaires désignant le syndic.
 - 3. Pièces exigées pour le paiement ultérieur.
 - 562. Paiements ultérieurs
 - 1. Procès-verbal de l'assemblée générale des copropriétaires fixant le montant des charges à répartir.
 - 2. Appel de fonds du syndic.
 - 3. Le cas échéant, décision de l'assemblée générale des copropriétaires modifiant la répartition des charges.
 - 4. Le cas échéant, décision de l'assemblée générale des copropriétaires entraînant un changement de syndic.

AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_10-DE

Reçu le 17/11/2023

AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_10-DE
Reçu le 17/11/2023

016-211602917-20231113-CM_13112023_11-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

DENOMINATION DU TERRAIN SITUE ENTRE LA RUE DE LA VERGNADE ET LA RUE CAMILLE PELLETAN

Exposé :

« Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune a fait l'acquisition de la parcelle BC 1129 afin de réaliser un cheminement doux reliant la rue de la Vergnade à la rue Camille Pelletan (voir plan en annexe).

Monsieur le Maire précise que dans le cadre de ses pouvoirs de police pour la prise d'arrêtés réglementant le stationnement et la circulation, il est nécessaire pour une meilleure lecture du site de nommer ce passage.

La proposition retenue est la suivante :

- Passage de la Touvre

Aussi, Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- de dénommer le cheminement situé entre la rue de la Vergnade et la rue Camille Pelletan :

« Passage de la Touvre »

- de l'autoriser à signer tous documents afférents à cette affaire.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, :

- décide de dénommer le cheminement situé entre la rue de la Vergnade et la rue Camille Pelletan :

AR Prefecture « Passage de la Touvre »

016-211603817-20231113-CM-13112023-11-DE
autorise Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à cette affaire.
Reçu le 17/11/2023

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture

Le 17/11/2023

Et publication ou notification

Du 17/11/2023

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Département :

CHARENTE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

AR Prefecture

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Commune :

016 RUELLÉ SUR LOIRE 0231113-CM_13112023_11-DE
Reçu le 17/11/2023

Section : B9

Feuille : 000 BC 01

Échelle d'origine : 1/1000

Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 31/10/2023

(fuseau horaire de Paris)

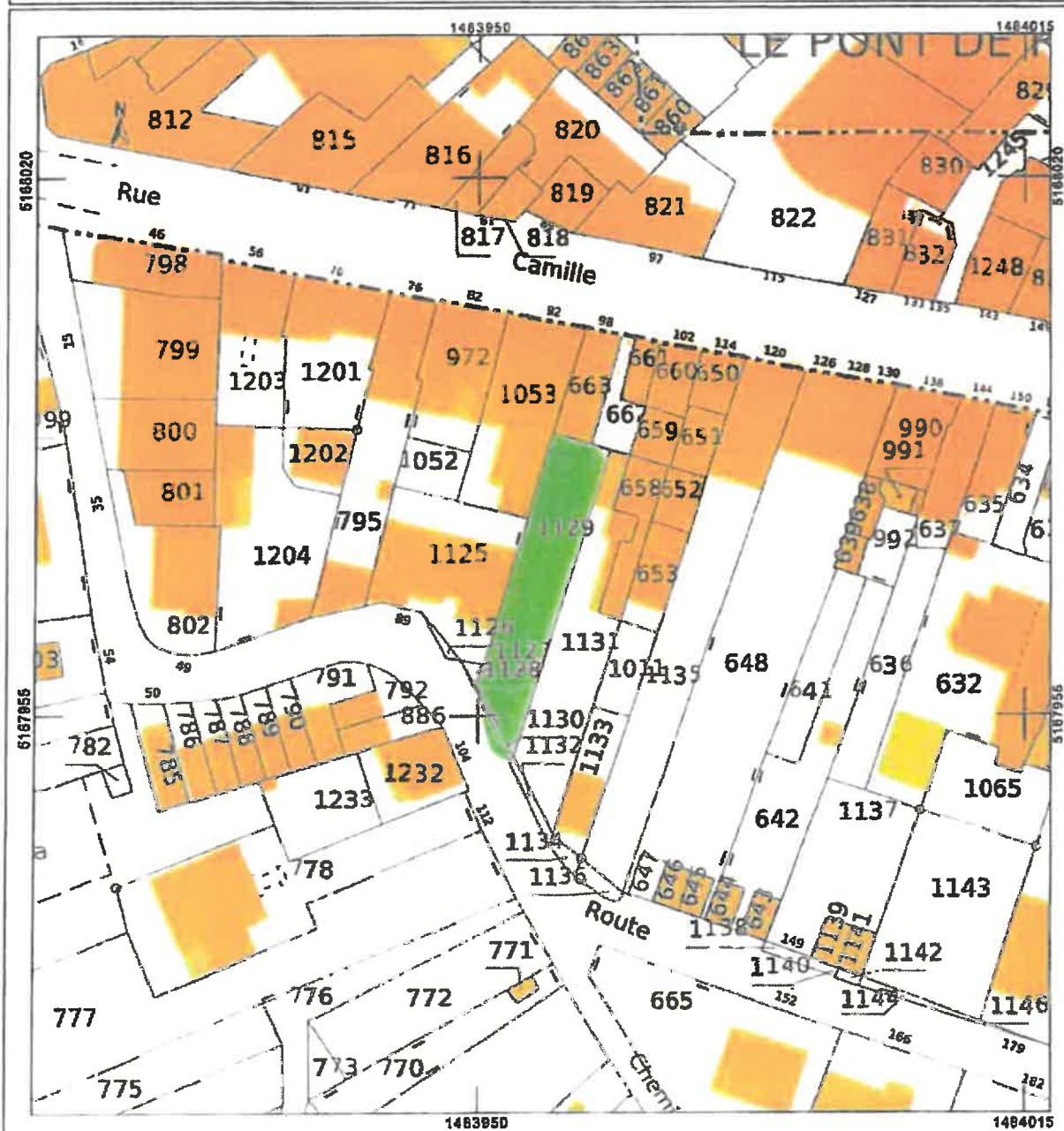
Coordonnées en projection : RGF83CC48

©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
PTGC
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
1, rue de la Combe 16025
18025 ANGOULEME CEDEX
tél. 0545875700 - fax 0545875881
ptgc.charente@dgfp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



AR Prefecture

016-211602917-20231113-CM_13112023_11-DE
Reçu le 17/11/2023

016-211602917-20231113-CM_13112023_12-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

DENOMINATION DE LA NOUVELLE VOIE CREEE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU LOTISSEMENT « LES HAUTS DE FISSAC »

Exposé :

« Monsieur Le Maire informe l'assemblée de la réalisation du lotissement « Les Hauts de Fissac » situé au lieu-dit « Plantier de Fissac » portant sur 20 constructions.

Monsieur le Maire précise qu'il est nécessaire d'attribuer une dénomination à la nouvelle voie créée afin de faciliter l'accès aux nouvelles habitations.

La proposition retenue est la suivante :

- rue des Rouges-gorges,

Il est proposé au Conseil Municipal :

– d'attribuer le nom suivant à la voie du Lotissement « Les Hauts de Fissac » :

- o rue des Rouges-gorges

– d'attribuer la numérotation linéaire aux habitations ;

– d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à cette affaire.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, :

– décide d'attribuer le nom suivant à la voie du Lotissement « Les Hauts de Fissac » :

o rue des Rouges-gorges

- décide d'attribuer la numérotation linéaire aux habitations ;

AR Prefecture

autorise Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à cette affaire.

016-211602917-20231113-CM_13112023_12-DE

Reçu le 17/11/2023

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,

Maire de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en Préfecture

Le 17/11/2023

Et publication ou notification

Du 17/11/2023

Le Maire,

Jean-Luc VALANTIN



016-211602917-20231113-CM_13112023_08-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

TRAVAUX CIMETIERES DE « LA CROIX ROMPUE » et JEAN FILS - DEMANDES DE SUBVENTION.

Exposé :

« Monsieur le maire expose que les deux cimetières de Ruelle sur Touvre doivent faire l'objet de travaux de rénovation et d'aménagement.

Concernant le cimetière de la Croix Rompue, Monsieur le Maire indique que le mur d'enceinte du cimetière de la Croix Rompue montre des signes de fatigue.

De très nombreux dis-jointoiements du mur sont visibles à l'intérieur du cimetière. De plus, en des points particuliers le long de l'avenue Foch, le mur commence à pencher, indiquant un risque d'effondrement à long terme. Les premiers travaux de confortement engagés en 2022, doivent se poursuivre pluri annuellement jusqu'à confortement complet des sections fragilisées.

Le coût de ces travaux pour cette nouvelle tranche de travaux s'élève à **33 550,00 € HT**, répartis en 5 tronçons de mur.

De plus, il est nécessaire d'étancher l'ossuaire existant qui subit des remontées d'eau préjudiciables. Le cout des travaux d'étanchéification s'élève à **816,67 € HT**.

Concernant le cimetière Jean Fils, Monsieur le Maire indique qu'il s'agit de travaux relatifs à la création d'un jardin du souvenir et d'un nouveau puit de cendre, le précédent étant arrivé à saturation.

L'ensemble sera constitué d'une part, d'une partie dédiée aux cérémonies au centre de laquelle sera installé le nouveau puit de cendre en pierres de taille, et d'autre part d'une partie mémorielle et recueillement agrémentée de 2 statues métalliques (hauteur 2.50 m) représentant chacune, une colombe tenant une brindille. Un olivier de bonne facture et des haies de protection viendront compléter l'ensemble. A noter qu'à l'exception de la plateforme en béton désactivé, l'ensemble des travaux seront réalisés en régie afin d'optimiser les coûts.

Le coût de ces travaux s'élève à **11 976.46 € HT**

Monsieur le Maire rajoute que la commune doit également mettre en place de nouveaux équipements et créer de nouvelles concessions pour répondre à la demande :

- Pour le cimetière de la croix Rompue, il s'agit de la réalisation d'un nouvel ossuaire pour un cout de **5 833,33 € HT**

- Pour le cimetière Jean Fils, il s'agit de l'achat d'un nouveau Colombarium pour un montant de **9 153,33€ HT** et la réalisation de 15 caves urnes pour un montant de **14 348,50 € HT**

Monsieur le Maire informe que les travaux des cimetières sont éligibles aux subventions relatives au « soutien à l'initiative locale » du Département.

016-211602917-20231113-CM_13112023_08-DE

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

Maître d'Ouvrage : Commune de RUELLE SUR TOUVRE

- Projet présenté : **Travaux dans les cimetières de la Croix Rompue et de Jean Fils**
- Coût total des travaux : **75 678.29 € HT (90 813.95 € TTC)**

Origine	Montant de la dépense subventionnable (HT)	Pourcenta ge	MONTANT SUBVENTION	
			Escomptée	Acquise
DEPARTEMENT Soutien à l'initiative locale	70 000 €	20 %	14 000 €	
AUTOFINANCEMENT Fonds propres	61 678.29 €			
TOTAL		100 %	75 678.29 € HT	

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- D'approuver les travaux des cimetières de la Croix Rompue et de Jean Fils ;
- D'approuver le plan de financement des travaux et aménagements ;
- De solliciter, à ce titre, toute subvention mobilisable et participations auprès des partenaires institutionnels ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ces demandes de subventions (charte Charente 2030, etc.).

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, :

- approuve les travaux des cimetières de la Croix Rompue et de Jean Fils ;
- approuve le plan de financement des travaux et aménagements ;
- décide de solliciter, à ce titre, toute subvention mobilisable et participations auprès des partenaires institutionnels ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ces demandes de subventions (charte Charente 2030, etc.).

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Mairie de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en Préfecture

Le 12/11/2023

Et publication ou notification

Du 12/11/2023

Le Maire,

Jean-Luc VALANTIN



016-211602917-20231113-CM_13112023_13-DE
Reçu le 17/11/2023

SÉANCE 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de Conseillers Municipaux	Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	Nombre de Conseillers Municipaux présents	Nombre de Conseillers Municipaux votants
29	29	21	27

DATE DE CONVOCATION

07 NOVEMBRE 2023

DATE D'AFFICHAGE

17 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, lundi neuf octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc VALANTIN.

Étaient présents : M. Jean-Luc VALANTIN Maire, M. Yannick PERONNET Maire-Adjoint, Mme Annie MARC Maire-Adjointe, M. Lionel VERRIERE Maire-Adjoint, M. Patrick DELAGE Maire-Adjoint, Mme Catherine DESCHAMPS Maire-Adjointe, M. Christophe CHOPINET, Mme Chantal THOMAS, M. Alain BOUSSARIE, Mme Fatna ZIAD, M. André ALBERT, Mme Agnès ALT DRUGE, M. Guillaume ROUZAUD, Mme Audrey ALLARD, Mme Minerve CALDERARI, M. Julien AUDEBERT, M. Olivier BEINCHET, M. Thomas DAYGRES, Christelle ROBUCHON, M. Richard CHAULET et M. Yves MERINE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Absents excusés : Mme Muriel DEZIER Maire-Adjointe, M. Alain DUPONT Maire-Adjoint, M. Alain CHAUME, M. Mehdi BENOUARREK, Mme Aline GRANET, Mme Séverine MANAT, M. Julien DELAGE, Mme Alexia RIFFE, Conseiller-ère-s Municipaux-ales.

Pouvoirs : Mme DEZIER à M. P. DELAGE, M. DUPONT à M. VERRIERE, M. BENOUARREK à Mme THOMAS, Mme GRANET à Mme MARC, Mme MANAT à M. PERONNET, M. DELAGE à Mme DESCHAMPS.

M. BOUSSARIE a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la Délibération.

RÉCOMPENSES POUR LES BACHELIERS MENTION « TRES BIEN » - SESSION 2023

Exposé :

« Chaque année, plusieurs administrés passent les épreuves du baccalauréat.

La municipalité souhaite récompenser le mérite des bacheliers ayant obtenu la mention « très bien » pour les filières générale, technologique ou professionnelle sous la forme d'un chèque cadeau d'une valeur de 100 € à la librairie Cosmopolite.

Pour rappel : en 2022, sept bacheliers ont pu être récompensés. La dépense s'est élevée à 700 € et a été imputée sur le budget général.

Pour la session 2023, le CCAS s'est mis en relation avec l'académie de Poitiers afin d'obtenir les noms et coordonnées des bacheliers des trois filières. Ainsi, nous comptons sept administrés ayant obtenu le diplôme avec la mention « très bien ».
Le coût de cette dépense est de 700 € pour 7 cartes cadeaux d'une valeur de 100 € chacune.

Au regard de ces éléments, Monsieur le maire propose à l'assemblée, après en avoir délibéré,

- DE VALIDER l'aide pour les bacheliers ruellois 2023.
- D'IMPUTER la dépense de 700 €, correspondant à l'achat de cartes cadeaux, sur le budget général.

La commission « Personnel, Finances et Intercommunalité », réunie le 06 novembre 2023, a examiné le dossier. »

Délibéré :

Le Conseil Municipal à l'unanimité. :

AR Prefecture

• **Décide de valider l'aide pour les bacheliers ruellois 2023.**

016-211602917-20231113-CM_13112023_13-DE

Recu le 17/11/2023

• **Décide d'imputer la dépense de 700 €, correspondant à l'achat de cartes cadeaux, sur le budget général.**

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,

Mairie de RUELLE SUR TOUVRE, le 16 novembre 2023.

Le Maire,



Jean-Luc VALANTIN

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en Préfecture

Le 17/11/2023

Et publication ou notification

Du 17/11/2023

Le Maire,

Jean-Luc VALANTIN

